

s'est fourvoyée dans une impasse. Malgré les illusions optiques, Ridgway et Churchill ne désirent guère contribuer à la défense de l'Etat ouvrier yougoslave mais à sa chute. Ils poursuivent ce but pour le moment d'une façon détournée, comme ils le faisaient il y a quelques années encore vis-à-vis de l'U.R.S.S. Les forces du « marché libre » aujourd'hui mobilisées par Tito pour « consolider » son Etat ne peuvent à longue échéance que le miner et le perdre. Il est vrai que la situation actuelle ne permet pas aux dirigeants yougoslaves de faire de la politique à longue échéance. Mais il y a des limites au sacrifice de l'avenir en faveur d'avantages immédiats. Transgresser ces limites, c'est courir à sa perte. Puisse cette règle ne pas se vérifier dans le cas de la Yougoslavie !

Les dirigeants yougoslaves qui, jadis, s'étaient élevés contre le « révisionnisme » stalinien, ont revisé eux-mêmes, chemin faisant, beaucoup de choses. Lénine est devenu plus que suspect à leurs yeux. Ils se réclament seulement de Marx ; il leur semble suffisamment éloigné de l'actualité pour ne pas nuire aux petites combines diplomatiques. Mais la chose qu'ils n'ont jamais révisée, c'est la conception du Parti telle qu'ils l'ont reprise, non de Lénine, mais de Staline. Pour Lénine, les discussions libres dans le Parti, la défense passionnée de ses idées, en parole et par écrit, le droit de constituer des tendances et même, sauf dans des conditions exceptionnelles, des fractions organisées, était un droit naturel qui n'a jamais cessé d'être exercé de son vivant dans le parti bolchevik. Pour Tito, comme pour Staline, cette conception léniniste du parti est fautive et pernicieuse ; elle sent le « libéralisme pourri ». A la différence de Staline, qui continue à jurer sur les paroles du maître en suivant une pratique complètement différente, Tito a le mérite d'avoir abandonné l'hypocrisie. Il a fait théorétiser et généraliser ses conceptions organisationnelles. Il n'est pour le parti ouvrier uni que parce que, voyez-vous, les bourgeois réclament la constitution libre de partis bourgeois. En outre, à quoi sert-il d'avoir plusieurs partis ouvriers puisque de toute façon, on est partisan du dépérissement des partis (concurrentiellement avec le dépérissement de l'Etat) ? Il est contre la lutte des tendances parce que celle-ci affaiblit le parti et favorise ainsi la prise du pouvoir par la bureaucratie ! (1). Nous pouvons donc être sûr que personne ne s'opposera, au 6<sup>e</sup> Congrès du P.C.Y., à la nouvelle ligne générale. Il y aura l'unanimité absolue, comme au 5<sup>e</sup> Congrès. Cette unanimité sera la seule chose déclarée « non-kominformiste », c'est-à-dire digne de fervente défense quand on se rapportera au passé. Mais cette unanimité de façade ne pourra, pas plus qu'en Russie ou dans le mouvement communiste international, faire taire les voix critiques engendrées par la réalité objective. Elle ne fera pas taire également le désarroi et le malaise intime des meilleurs cadres du Parti. Elle n'empêchera pas ceux-ci de constater qu'étouffer la critique, c'est affaiblir le Parti mille fois plus que de la laisser s'exprimer librement. Et elle n'empêchera pas, pour cette raison, que finisse par se produire ce tournant dans l'évolution du P.C.Y. qui peut encore sauver le pays et l'Etat : la constitution d'une opposition léniniste qui retrouvera la voie du marxisme révolutionnaire et de la révolution internationale.

## Leçons de Belgique

Il n'y a pas de meilleur laboratoire pour étudier les relations complexes entre la direction opportuniste d'un grand parti de masse et la masse ouvrière elle-même que l'histoire de la Belgique depuis 1949. En vérité, les conditions objectives étaient fort défavorables pour que cette expérience puisse se réaliser de façon classique. Depuis l'éclatement de la guerre de Corée, la Belgique connaît la prospérité d'une économie de réarmement. Les profits se sont élevés au-dessus de tout espoir. Les exportations ont dépassé toutes les prévisions. En 1951, l'Union économique belgo-luxembourgeoise est arrivée en tête comme exportateur d'acier du monde entier. Les salaires des ouvriers qualifiés de la métallurgie et des mines ont pu se maintenir à un niveau fort élevé. En même temps, le chômage sévit, et n'a cessé de sévir depuis quatre ans, dans de nombreux secteurs de l'industrie légère. Cette combinaison de salaires élevés et de chômage croissant constitue un climat traditionnellement considéré comme le plus défavorable pour la généralisation des luttes ouvrières.

(2) Nous retrouvons cette jolie idée sous la plume du disciple fidèle de Tito, Wolfgang Leonhard, dans une récente brochure consacrée à la question de l'U.R.S.S.